



HAL
open science

Travailler la culture, le sport et les loisirs : 10 initiatives source d'inclusion sociale

Sylvie Rouxel

► **To cite this version:**

Sylvie Rouxel. Travailler la culture, le sport et les loisirs : 10 initiatives source d'inclusion sociale. Journal RESOLIS, 2019, 21, pp.36-43. hal-04002302

HAL Id: hal-04002302

<https://hal.science/hal-04002302v1>

Submitted on 28 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Travailler la culture, le sport et les loisirs : 10 initiatives source d'inclusion sociale

Par **Sylvie Rouxel**

Chercheuse au Laboratoire Interdisciplinaire pour la sociologie économique (UMR-LISE CNRS) et responsable pédagogique d'une licence professionnelle "insertion sociale par la culture" au Cnam



RÉSUMÉ

Une mosaïque d'initiatives engage une multitude d'acteurs sociaux issus des secteurs culturel, artistique, sanitaire, intervention sociale, associatif. Malgré les tensions organisationnelles et les restrictions budgétaires de plus en plus contraignantes, ces projets autour de la culture continuent d'exister et s'inscrivent au cœur des projets des structures d'action sociale (centre d'hébergement d'urgence migrants (CHUM), centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), associations citoyennes). Les exemples observés rendent compte d'une série d'actions intéressantes qui articulent dans leurs démarches la culture, le sport et/ou les loisirs avec l'intervention sociale : l'implication des publics, le recours à la culture, les enjeux de co-construction interprofessionnels et enfin l'ouverture sur les territoires sont autant de sources d'innovations aux processus d'inclusion sociale.

🔧 Méthodologie

Pour affiner une enquête de terrain de l'association RESOLIS¹, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de certains acteurs et associations engagés dans des projets auprès des publics démunis. Les exemples retenus viennent du réseau de la Fédération des Acteurs de la Solidarité Île-de-France (FAS-IdF). 10 structures issues des 100 initiatives repérées ont donc été sélectionnées² à partir de critères relatifs à l'appartenance au réseau FAS-IdF, à la situation de précarité des publics accompagnés (ex. migrants et sans-abri), à la diversité de la taille des structures, à l'ouverture des initiatives sur les territoires et au positionnement des initiatives à la croisée des secteurs de la culture/sport/loisirs et de l'intervention sociale.

Les acteurs interviewés se situent sur différents niveaux d'intervention et d'accompagnement allant du plus organisationnel et politique jusqu'au plus près du terrain.

→ Des responsables de structures se sont exprimés sur la mise en place des projets articulant la culture, le sport et les loisirs d'un point de vue politique et organisationnel, étant dans la position de « pilote » d'une politique qui considère ces 3 champs, articulés à l'action sociale, au cœur du projet d'établissement.

→ Le deuxième groupe d'acteurs se situe plus du côté opérationnel, c'est-à-dire dans la mise en place de ces actions. Ce sont les travailleurs sociaux ou les intervenants culturels et artistiques qui sont en relation directe avec les publics concernés.

→ Un troisième groupe – *le plus intéressant de notre point de vue* – rassemble les acteurs qui travaillent à la coordination des deux niveaux précédemment cités. Il s'agit de fonctions émergentes qui ont pour mission de développer et de coordonner les projets au sein des structures ou sur les territoires afin de créer une dynamique auprès des acteurs sociaux impliqués dans ces projets (travailleurs sociaux, intervenants artistiques, sportifs, bénévoles engagés et bénéficiaires).

Au regard de l'hétérogénéité des professionnels rencontrés au sein de ces structures, nous ne pouvons que rendre compte de quelques éléments récurrents et de certaines formes émergentes de pratiques professionnelles et d'engagements citoyens qui nous paraissent remarquables en termes d'innovation et de questionnement. Notons enfin que les acteurs rencontrés sont particulièrement convaincus et engagés dans leur pratique pour défendre les projets culturels comme source d'inclusion sociale.

1. RESOLIS (2019) *Enquête : 100 initiatives culturelles, sportives et de loisirs pour l'inclusion en Île-de-France*, Journal RESOLIS n°21

2. Les initiatives sont toutes situées à Paris : Fondation Abbé Pierre (Festival « C'est pas du luxe ! »), Fondation Armée du Salut (CHRS – La Cité du refuge), Direction des affaires culturelles de la ville de Paris (lecture publique), les associations Aux captifs, la libération (Les Escapes Ailleurs), Emmaüs solidarité (CHUM – Jean Quarré), la Bagagerie d'ANTIGEL, La cloche (Le Carillon), Un Ballon pour l'Insertion, Viacti (dispositif « Sport pour Toit ») et la Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) Petit bain. Dans un souci d'anonymat, les noms des personnes interrogées ont été modifiés ainsi que leurs fonctions : travailleur culturel (ci-après désigné « TC ») et travailleur social (« TS »).

Cet article apporte des éléments de réponse aux questionnements suivants : comment les structures et les acteurs mettent-ils en place des projets culturels, sportifs et/ou de loisirs pour ou avec les publics les plus précaires, compte-tenu d'un contexte professionnel et social tendu ? quelles sont les initiatives les plus intéressantes en termes de transformation des pratiques ? Il tire une série d'hypothèses interprétatives à partir des témoignages de 10 acteurs de terrain.

1. La culture, le sport, les loisirs : outils ou processus ?

Les initiatives étudiées sont considérées comme des moyens et non des fins en soi pour atteindre différents objectifs. Or, il y a lieu de se demander si la même importance est reconnue à la culture, au sport et aux loisirs qu'à l'accès au logement, à la santé, à l'emploi ?

Adrien, Travailleur Culturel (TC) « On se sert de l'activité physique comme un prétexte, un outil et aucunement une fin en soi, on sort des logiques habituelles de loisirs, de performance (...) Souvent, c'est assez marrant la personne m'appelle et me dit : " c'est pour faire du sport dans ma structure ". Là on explique qu'on ne va pas forcément faire du sport, qu'on va utiliser le sport pour faire d'autres choses ».

Fabienne, Travailleur Social (TS) « Pour nous ce sont des outils, le café social n'est pas une fin en soi, permettre aux personnes de se remobiliser, d'avoir une place en tant que citoyen, d'apporter son savoir-faire aux autres. »

L'instrumentalisation de la culture/sport/loisirs, et sa déconnexion des autres problématiques sociales pourraient être contre-productives. En effet, cela relègue ces dimensions à



Visite de l'exposition « TeamLab : au-delà des limites » à La Villette © La Bagagerie d'Antigel

des activités occupationnelles isolées et jugées non prioritaires. La question posée est celle d'une articulation plus fine entre les problématiques des publics accompagnés par les politiques d'intervention sociale et les interventions sportives et culturelles.

Aller au-delà de l'autonomie individuelle, vers l'émancipation

Sur la question de la mobilisation, celle-ci se concrétise soit dans des ateliers de pratique artistique ou sportive (réappropriation du corps pour le dispositif « Sport pour toit », vivre et exister en collectivité à la Bagagerie d'ANTIGEL et avec Un Ballon pour l'Insertion, s'exprimer et s'affirmer en groupe avec Aux captifs, la libération et le festival « C'est pas du luxe ! »). La prise en compte des singularités physiques des personnes pour se réapproprier leur corps semble se décliner de deux façons : dans les ateliers de pratique théâtrale ou dans les activités sportives pour accompagner les questions de santé, d'identité et de place dans la société. Il s'agit de prendre en considération les difficultés et les besoins afin de les adapter et faciliter la pratique, en respectant la

dignité des personnes et en adaptant les dispositifs à leurs envies et leurs besoins. C'est un processus de conscientisation particulièrement fertile pour accompagner vers l'autonomie et la responsabilisation qui demande un travail de réflexivité non négligeable (Rist et Rouxel, 2018).

Les actions comme le sport et l'art-thérapie sont centrées sur l'accompagnement des individus, (parfois collectif dans le cas du théâtre) mais dans une démarche individualisée adaptée à leurs besoins dits fondamentaux. Il s'agit d'initiatives particulièrement bien accueillies dans les structures de l'intervention sociale. Ces initiatives valorisent la réponse à des besoins de santé, physique ou mentale (psychique notamment), en lien avec la thérapie, le soin des personnes et le bien-être individuel. Dans ces cas précis, le sport et l'art sont des outils pour remobiliser et remettre en mouvement. Si ce type d'initiatives arrive plus aisément à avoir une place dans l'intervention sociale, c'est qu'elles répondent aux thématiques de santé, reconnues prioritairement dans l'action sociale.

Dans les exemples observés, la culture/sport/loisirs recouvre des objectifs autour de l'autonomie des personnes, de la cohésion et de l'inclu-



© La Cloche

sion sociale, du travail de dé-stigmatisation des « gens de peu » (Sansot, 1992). Or, réduire ces 3 champs à un outil de socialisation ou resocialisation questionne car, en définitive, il s'agit plutôt d'un processus dynamique qui met en synergie de nombreux acteurs sociaux qui œuvrent de concert à la construction des identités sociales et collectives des individus sur un territoire donné (Berger et Luckmann, 1997).

Ce travail de la culture doit-il être réduit à un outil / moyen / instrument au service de l'autonomie, du bien-être et du développement personnel au lieu d'être considéré comme un processus dynamique transformateur des individus en société ? La notion de « processus » renvoie à la puissance d'agir et à l'émancipation des individus développée par Christian Maurel, elle peut être source de transformation et d'inclusion sociale. La question de l'articulation de culture/sport/loisirs avec le champ de l'intervention sociale et de l'action sociale se pose : sa place et sa reconnaissance au sein de ce secteur se situent-elles au même niveau que le logement et l'emploi ? Le travail (réduit à l'emploi) est une source de la construction des identités dans notre société. Mais est-ce la seule source ? En d'autres termes,

sans travail serait-on privé d'identité ? Travailler la culture comme processus a toute sa légitimité pour la construction et l'affirmation des identités sociales dans la société.

Un processus à construire en plusieurs étapes

Les différents témoignages recueillis mettent en lumière cette difficulté à considérer les actions culturelles/sportives/loisirs au sein des établissements au même niveau que les programmes d'accompagnement plus institutionnalisés autour du logement et de l'emploi notamment. Comme s'il s'agissait d'une conquête institutionnelle à entreprendre auprès de l'ensemble des acteurs du secteur du travail social (professionnels comme bénévoles). Utiliser la culture comme un moyen pour résoudre les problèmes de santé mentale ou physique par exemple, semble réducteur, car cela confine les personnes dans leur catégorie de « *grands exclus* » sans prendre en considération leur contribution dans la société. Ils restent encapsulés dans leurs problématiques parfois lourdes certes. Cela maintient la disqualification qu'ils subissent (Paugam, 2009). Ce processus se construit dans la

durée en complément des autres problématiques. Les cas observés semblent constituer un cadre d'expérimentation et de « liberté de faire » (un « cadre sécurisant » dans les exemples observés) propice à la transformation des pratiques d'acteurs. En s'articulant avec d'autres dimensions (emploi, logement, éducation...), les projets autour de la culture/sport/loisirs réussissent à transformer les personnes sur le long terme. Ce processus, se construisant par pallier, peut être long et difficile. Un dispositif d'accompagnement sportif (que nous avons rencontré) s'inscrit dans cette démarche progressive en proposant un programme sur plusieurs niveaux. Son but est de créer les conditions pour que les personnes démunies s'autonomisent et se libèrent de tout accompagnement, en pratiquant dans un club en toute liberté. Nous avons aussi observé cette configuration au sein d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Ce dernier a mis en place un projet qui mobilise une équipe de travailleurs sociaux sur le long terme, en combinant pratiques culturelles et sportives, formation et accompagnement à l'emploi.

Fabienne (TS) « J'avais monté une expérimentation : remobiliser les personnes pour l'emploi à travers des activités socio-culturelles, ça avait été utile parce qu'on avait beaucoup travaillé avec cette professionnelle autour de reprendre la confiance, et aussi des choses autour de la relaxation, du sport, la technique de recherche d'emploi, lien synergie, fortement mobilisés. Après ces 6 semaines, il y a eu des effets sur les personnes : sur le groupe de 10 à 12 personnes, plus de la moitié avait retrouvé un emploi ou une confirmation de leur projet. »

Construire des projets culturels/sportifs/loisirs en complémentarité des autres dispositifs, et non en marge, apparaît être une approche en adéquation avec les finalités d'autonomisation et d'émancipation. Encore faut-il que les moyens humains et la volonté politique des établissements soient au rendez-vous.

Force collective : les voies de la mixité sociale

Ces projets culturels se déroulent principalement dans les programmes dotés d'une dimension collective et visant à socialiser et/ou à recréer des liens de sociabilité en phase avec les formes d'un vivre-ensemble. Il s'agit de valoriser et développer les capacités relationnelles et de communication des individus pour les sortir de leur isolement social et affectif.

Compte-tenu de l'hétérogénéité des difficultés des publics (financières, administratives, linguistiques, psychiques...) et de la diversité de leur trajectoire culturelle et identitaire, la mise en place de ces actions collectives peut être complexe. Cela nécessite, en effet, de « composer avec les singularités » des personnes tout en devant construire une cohésion de groupe. Il existe une sorte de contradiction : ces publics ne sont pas ensemble par choix mais par contrainte. Ce groupe imposé se constitue dans le temps, au fil des relations et de la confiance. Cette observation est valable aussi bien pour les personnes vivant dans la rue que

pour les migrants. Cela renvoie aussi à la question des catégorisations des publics et des critères (choisis notamment à partir de besoins matériels).

Yvonne (TC) « Non seulement la motivation n'est pas là, et ce sont des personnes qui ont du mal avec le groupe, et parce qu'aussi on les contraint, ils n'ont pas choisi d'être dans un groupe de personnes. Tout le temps, on les considère comme un groupe, dans les centres d'hébergement collectifs, les restaurations collectives et puis ils sont toujours dans une collectivité forcée »

Au vu de l'hétérogénéité des identités culturelles et de leur « volatilité » (voire instabilité) monter des actions universelles, répondant aux besoins de tous et aux enjeux de démocratisation d'accès à la culture, est semble-t-il problématique. La difficulté est de construire une dynamique autour de valeurs communes. Cette question n'est pas spécifique à ces publics, elle concerne en fait toute la société contemporaine dans sa pluralité et sa diversité. Elle est donc d'ordre politique.

Au-delà de la motivation et de la mobilisation des destinataires de ces dispositifs collectifs, questionnons aussi leur disponibilité mentale et physique.

2. Reconnaître le plaisir de participer aux processus

Les travailleurs sociaux qui développent des actions afin de remobiliser les publics sont particulièrement convaincus de la pertinence et de la complémentarité de la culture/sport/loisirs à l'accompagnement global. Ces initiatives permettent de valoriser les personnes et de transformer l'image qu'elles ont d'elles-mêmes et celle qu'elles reflètent dans les dynamiques collectives. Légitimer le plaisir

individuel et collectif dans ces projets peut être libérateur si on crée les conditions d'une disponibilité mentale et physique pour les publics et les travailleurs sociaux.

Créer l'envie et le désir

Créer les conditions pour faire renaître le désir, l'envie, l'appétit, réanimer la flamme intérieure est moteur pour motiver et mettre en mouvement. Les initiatives étudiées, mettent particulièrement en avant le fait de ne pas réduire les personnes à leurs besoins matériels en ouvrant l'approche de la culture à la dimension spirituelle, émotionnelle et symbolique. Les conditions dans lesquelles la culture est mobilisée en tant que processus montrent qu'il existe de fortes corrélations entre « s'autoriser à désirer », « avoir envie de » et la motivation des personnes pour s'engager dans les projets. Cette dimension semble, toutefois, difficile à faire reconnaître et accepter comme un droit. Donner du sens et être en capacité de s'exprimer et d'imaginer renvoient au propre de notre Humanité, or il ne s'agit pas d'une évidence pour les personnes vivant dans la rue. Du fait de leur situation institutionnelle « disqualifiée », il apparaît que les personnes accompagnées ont intériorisé leur condition de précarité et ne s'autorisent pas à s'engager dans des pratiques culturelles/sportives/loisirs considérées non prioritaires (« C'est pas pour moi ! »).

Les professionnels, qui sont au plus près des réalités des publics et qui mettent la culture au cœur de leur démarche, sont souvent interpellés par la pertinence de ces actions du point de vue des publics eux-mêmes (ainsi que de celui de leurs pairs). Sont ainsi questionnés le droit au plaisir culturel/sportif/loisirs, le droit de se divertir, de rêver et de pouvoir symboliquement se distancer d'une condition sociale stigmatisée. Relégués à une catégorie « sans », on peut se demander si le fait de ne pas s'autoriser cette ouverture à la pensée

symbolique -*propre au genre humain*- n'aggrave pas un processus de déshumanisation dans lequel les personnes sont enkystées ? Cela freinerait alors leur parcours d'autonomisation individuelle et collective, voire même leur transformation, qui est pourtant le fondement de l'intervention et de l'accompagnement social. En interagissant et se mêlant aux acteurs de la vie civile dite « normale », les bénéficiaires transformeraient leur position. C'est la question de la mixité sociale.

Être « comme tout le monde » : quête de la normalité sociale ?

L'aspiration de certaines personnes accompagnées à rejoindre un modèle de normalité sociale, par exemple pour redevenir « *comme des gens normaux* », interpelle.

Sandrine (TS) « *L'usager qui avait organisé les sorties au cinéma a décrit que ça avait été déclencheur pour sortir de la rue. Il l'a vraiment exprimé, clairement il en était conscient. Il a exprimé que ça avait été vraiment déclencheur de reprendre des activités de gens normaux, parce qu'ils parlent tout le temps des personnes normales. Ils ne se mettent pas dans cette catégorie-là. Les gens normaux c'est ceux qui ont un logement et un travail, mais surtout un logement* »

Les projets culturels/sportifs/loisirs exauceraient ce vœu « d'être comme les autres » dans la mesure où ils reposent sur la présence de tiers (intervenants extérieurs) ou le mélange d'autres membres de la société civile. Loin de là l'idée selon laquelle ces projets contribueraient à eux seuls à l'intégration dans la vie sociale dite « normale ». Demandons-nous si cet idéal de normalité sociale ne cacherait pas plutôt un désir de se mélanger aux autres, étant donné que ces projets sont menés avec l'appui d'acteurs non professionnels de l'accompagnement et de l'intervention sociale ? Certaines structures, qui font le choix de l'ouverture et du décloisonnement des

représentations sociales, semblent cheminer dans cette voie.

La présence d'artistes et d'intervenants extérieurs met en lumière l'influence des tiers personnes dans le bouleversement des routines, qui entretiennent la stigmatisation liée aux situations de précarité. Cette présence participe à ce que les personnes se sentent affranchies de toutes catégorisations discriminantes. Les témoignages du festival « *C'est pas du luxe !* » défendent l'exigence artistique comme posture dans la mise en place d'ateliers car elle contribue à transformer le regard et la représentation que porte le travailleur social sur le public qu'il accompagne.

Antoine (TC) « *C'est aussi comment l'asso. du champ social, qui essaye toujours de poser un cadre bienveillant pour les personnes, et comment une artiste a des exigences en termes artistiques et il faut du rendu. Comment ça se percute, comment ça travaille (...) Des lieux ouverts sur la société civile, avec D. on parlait ; elle était à Avignon avec un groupe, ils étaient dans une auberge de jeunesse, et il y a une personne qui disait : « on était avec des gens normaux », et une autre personne qui disait : « en fait on rencontre que des personnes qui sont payées pour discuter avec nous »*

Cette dimension remet en question les positions professionnelles dissymétriques induites dans l'accompagnement social. Comme si la présence d'un intervenant, qui n'appartient pas au champ de l'action sociale, participait à la défense de la dignité humaine ? Ce changement de regard contribuerait alors à prendre en considération les personnes dans toute leur humanité.

La façon de mettre en œuvre ces projets peut varier en fonction des pratiques professionnelles et des collaborations. Cela implique souvent, pour les acteurs, de sortir de leur « zone de confort ». À quelles conditions des coopérations multisectorielles peuvent-elles favoriser l'émancipation des personnes accompagnées ?

3. Mettre la culture, le sport, les loisirs au cœur du projet politique des structures

Inscrire la culture dans les projets d'établissement bouleverse les pratiques et les positionnements. L'émergence de nouvelles fonctions au sein des structures de l'intervention sociale, comme celle de coordinateur social et culturel, implique de travailler en transversalité et non plus uniquement sur les individus. Il s'agit de créer des porosités, de partager des cultures professionnelles et d'en exploiter les complémentarités. Cela touche notamment à la question du secret professionnel dès lors que le partage d'informations au sein des équipes, via par exemple la création d'espaces de dialogue et d'échange d'informations, faciliterait le travail de chacun.

Alexia (TC) *Les réunions me donnent l'impression d'arriver, de faire le déroulé de mes projets mais il n'y a pas d'échange en fait. Avec les éducateurs, il y a le problème de ce fichu secret professionnel, moi je n'ai pas toutes les informations, pour le coup parfois j'ai des informations et quand je les transmets on me dit de quoi tu te mêles tu n'as pas à parler de ça. Par exemple quand l'artiste me dit : « ouh lala ! je vois que X, il ne va pas fort qu'est-ce qu'il a ? »*

La création de poste de coordinateurs dans les structures n'est pas toujours bien accueillie. Dans les initiatives étudiées, nous constatons que les acteurs doivent embrasser deux cultures professionnelles pour asseoir leur légitimité à la fois dans le champ culturel/sportif/loisir et dans celui de l'action sociale. Cela

pose alors la question de la formation professionnelle.

Conférer une place dans l'accompagnement global

Il se passe des choses dans ces ateliers de pratiques qui peuvent être des ferments pour l'accompagnement et le suivi individuel des personnes. Cette transversalité est cependant rarement prise en compte et pose des problèmes de reconnaissance entre professionnels.

Ce qui se déroule pendant ces temps hors du travail social, peut être précieux et devrait être communiqué aux travailleurs sociaux dans l'intérêt des personnes accompagnées. Si les intervenants culturels ne sont pas impliqués dans ce partage, cela réduit leurs actions à de l'occupation. Des informations intimes, émotionnellement chargées, peuvent s'exprimer durant ces ateliers. Elles peuvent être utiles au suivi individualisé et de façon plus générale au processus d'émancipation. Cette transmission peut s'envisager dans deux voies : détacher et impliquer les travailleurs sociaux dans les pratiques ou/et inclure les intervenants artistiques et les coordinateurs socioculturels dans les réunions de travail.

La co-construction en mouvement : les voies d'une pensée métisse ?

La nécessité d'impliquer les travailleurs sociaux en tant que participants et/ou observateurs dans les projets culturels/sportifs/loisirs semble être une condition innovante et intéressante dans la démarche d'intervention sociale. Le dispositif « Sport pour Toit » en fait une condition sine qua non pour intervenir.

La co-construction requiert de la disponibilité. Cette exigence de temps entre en tension avec les problématiques d'urgence sociale vécues par les travailleurs sociaux aujourd'hui.

Cette co-construction peut aussi impliquer les personnes en situation de vulnérabilité. C'est alors l'occasion de prendre en considération leurs qualités et capacités afin qu'elles puissent reconquérir leur dignité et leur humanité. Or, nous remarquons que ce processus de « faire avec », visant à mobiliser leurs savoir-faire, se concrétise plus facilement dans les structures ouvertes sur un quartier et mélangeant différents publics. Cette ouverture contribue au désenclavement social et culturel en organisant des espaces et des événements qui invitent aux dialogues et aux rencontres. Les projets culturels remplissent souvent cette mission et démontrent la « *puissance d'agir ensemble* ».

Prendre le risque de se décaler et de s'hybrider : les chemins du pouvoir d'agir collectif

C'est dans les processus d'« empowerment » (ou de capacitation), engageant professionnels, habitants et bénévoles dans une action commune, que les représentations et les pratiques peuvent se transformer (Bacqué, Biewener 2013). Les changements de posture (qui font oublier les rôles sociaux et qui équilibrent les rapports hiérarchiques entre les individus) permettent de renouveler les regards réciproques. Dans cette perspective, l'accompagnement social peut ébranler les pratiques de certains professionnels dans la mesure où ils deviennent des égaux face aux personnes accompagnées. Les travailleurs sociaux peuvent être invités à participer aux projets au même titre que les publics. Cette manière de s'engager autrement peut rencontrer certaines résistances, tout dépendra du sens accordé aux pratiques culturelles/sportives/loisirs dans le processus d'autonomisation et dans le projet d'établissement. C'est donc tout l'enjeu de la co-construction. Il faut articuler le travail des intervenants extérieurs et des travailleurs

sociaux aussi bien en termes d'organisation et de disponibilités (encadrement et détachement pour les séjours extérieurs) qu'en termes de redéfinition des postures de tous. Prenons le cas de l'association Un Ballon pour l'Insertion qui organise des séjours sportifs nécessitant l'engagement des personnes accompagnées et des accompagnants (travailleurs sociaux ou bénévoles). L'expérience d'un éducateur spécialisé qui a dû sortir de sa posture d'agent d'exécution, en s'engageant dans les pratiques, confirme la pertinence de la démarche en termes de suivi des personnes dans leur inclusion sociale.

Émile (TS) « Du coup, on ne se retrouve plus du tout dans une situation où on connaît les plannings, où on encadre donc on n'est plus du tout dans une position d' « éducatif » ». Dans l'activité, on est sur le même plan que les personnes. Pour les pros, il peut se passer deux choses ; traumatisant : « à quoi on sert ? », et ça peut être aussi, - enfin moi ça m'a beaucoup plu - : c'est un cadre où si on veut, on peut vraiment être dans un lien gratuit, on n'a plus que ça à faire, créer un lien avec la personne dans une partie de foot. Le retour à la réalité est dur ensuite. Il y a des envies qui se créent quand les personnes rentrent. Ça enlève des barrières. Quand on accompagne une personne pendant 6 mois, 1 an, 2 ans, et qu'on a la chance de pouvoir partager du temps sur un autre plan, on revient et on ose plus de choses. Peut-être que la personne qui refusait tout type d'hébergement, ça fait 10 fois que je lui propose, je vais arrêter de la bassiner. Après le séjour, on propose autrement, comme si c'était une personne qu'on n'avait jamais rencontrée (...) Ça bouleverse effectivement les relations interindividuelles. Je pense notamment à une personne qui était alcoolique. J'ai découvert que c'était un marathonien ! Il m'a confié : " avant j'étais sportif de haut niveau ". Tout ça, on ne le découvre pas forcément autour d'un café. »

Ces projets rendent compte de ce degré d'ouverture et de collaboration qui réenchangent les pratiques (Creux, 2014) dans toutes leurs dimensions. C'est un pas de côté, qui rend possible

une autre approche dans le suivi individualisé. S'ouvrir, c'est aller à la rencontre des autres et sortir de son cadre sécurisant ; c'est une façon de redonner du sens dans sa pratique.

Nous remarquons que « faire avec » se concrétise également dans les structures recourant aux partenariats.

Pour conclure : au-delà du réseau, s'ouvrir aux territoires

Les exemples de travail de réseau issus de nos entretiens consistent à mettre en relation les structures sociales en fonction des publics accueillis. Nous avons observé que leur approche se focalise sur les problématiques des publics accompagnés. Cela permet de partager les ressources et les pratiques dans un champ spécifique. Si nous faisons une carte heuristique¹ des différents liens et coopérations entre associations, nous constaterions un maillage dense et étroit qui met en lumière le rayonnement de certaines associations culturelles, sportives et de loisirs qui œuvrent avec les structures de travail social. Par exemple, un art-thérapeute rencontré intervient dans un groupe constitué de « grands exclus », ces derniers sont issus de structures associatives différentes. De même dans le cadre du festival « C'est pas du Luxe ! », la Fondation Abbé Pierre réunit tout son réseau et ses « cousins »² pour mettre en place une programmation de spectacles qui met en synergie des projets artistiques, des artistes et les publics. La démarche de ce festival est particulièrement innovante, car elle va plus loin que les simples diffusion et programmation limitées au cercle de connaissances



© Aux captifs, la libération

proches, confinant à l'entre-soi. Ces spectacles sont partagés avec les habitants et la ville d'accueil. Ce festival défend ainsi un projet politique en corrélation directe avec les enjeux d'inclusion sociale. Or, cette ouverture à la société civile est loin d'être acquise pour les communes susceptibles d'accueillir cet événement.

Antoine (TC) « Trouver un lieu d'accueil pour ce festival, c'est hyper compliqué, parce qu'un de nos enjeux, ce n'est pas d'être sur un terrain vague et de poser des tentes pour faire un festival entre nous. Il a été conçu pour faire participer les autres, avec une grosse communication. On va dans le cœur d'une ville, on va rencontrer une population et les inviter, avec les habitants »

L'ouverture se décline au niveau d'un territoire, à l'échelle d'un quartier par exemple, en co-construisant des projets avec les habitants et/ou les commerçants (Le Carillon et le centre d'hébergement d'urgence migrants (CHUM) Jean Quarré) valorisant alors une dimension politique et citoyenne.

Amandine (TC) « Notre objectif c'est de construire une société plus inclusive, où chacun peut trouver sa place, où on ne se retrouve pas à la rue parce qu'on a un petit accident de parcours, qu'on a un trouble psy, ou qu'on a été à l'aide sociale à l'enfance etc. Le but c'est vraiment à termes ou à plus grande échelle de faire changer les mentalités. »

Robert (TS) « la mixité permet de construire un projet d'établissement où on porte des valeurs qui soient fidèles un peu à ce qui se passe dans la société. Ça veut dire que cette notion de mixité, lutter contre les risques d'enfermement sur soi-même et refléter de ce qui se passe à l'extérieur, d'appuyer l'idée que l'établissement doit être ancré dans le territoire et ouvert sur la ville.(...) Un des projets ; c'est peut-être justement d'ouvrir encore plus sur l'extérieur... »

La présence des artistes en résidence dans un centre d'hébergement transforme les espaces et leurs usages de même que les ateliers avec les résidents. C'est aussi, source de métamorphoses au cœur des établissements, en termes de relations et d'humanisation.

1. Diagramme qui montre les multiples liens et relations d'interdépendance entre les institutions observées.

2. Nous reprenons ce terme employé lors de l'entretien ; il s'agit des associations qui travaillent avec la Fondation Abbé Pierre, mais qui ne sont pas de la Fondation.

Fabienne (TS) « Le Projet de l'envol du nid de 2C2R soutenu par la DRAC, nous a permis d'être en lien avec tous les partenaires du quartier, donc on a pu travailler là-dessus, l'idée était de pouvoir accueillir les artistes et de faire des espaces de rencontre avec les usagers. (...) Les propositions artistiques étaient assez originales. Les usagers n'étaient pas habitués à voir ce type d'activités ; mais quand il y avait une artiste avec une tente au milieu du hall ça donnait envie de voir. (...) C'est plus difficile à évaluer mais ça donne une sorte d'esprit dans l'établissement, ça peut interpeller, ils en parlent, ils questionnent (...) cela créé une synergie entre l'intérieur et l'extérieur »

Ces initiatives ouvertes à la société civile et aux institutions culturelles et artistiques n'ont pas pour ambition de se substituer aux professionnels de l'intervention sociale, mais plutôt de se positionner comme complémentaire à l'inclusion. L'inclusion sociale étant un processus qui crée les conditions pour mettre les acteurs sociaux en position égale de participation et de puissance d'agir dans les projets afin de les considérer comme des individus capables d'intervenir dans une société. Ce processus favorise une certaine mixité sociale et a pour ambition de transformer les bénéficiaires en citoyens.

« Rhizomer »³ avec les institutions culturelles et partager des valeurs communes

Les événements culturels peuvent rompre avec la vie ordinaire en devenant des espaces d'expression collective et de liberté partagés avec d'autres. C'est le cas pour le CHUM Jean Quarré qui collabore à la fois avec les habitants du quartier de son implantation et avec la structure de diffusion et de création de musiques

actuelles « Petit bain ». Grâce à ces collaborations, cette structure arrive à transformer ponctuellement ce lieu d'accueil en espace festif et plaisant. Les diversités culturelles et linguistiques des migrants peuvent être objets de tensions et d'incompréhensions. Ces tensions se transforment positivement par la mise en place d'événements comme un concert. C'est l'occasion de partager les différentes cultures à travers les goûts musicaux et la danse.

Alexia (TC) « Ce n'est pas un lieu fermé, c'est un lieu qui respire. Face au contexte dramatique des personnes, pour moi le pari il est réussi. Il y a quand même des moments de bonheur et de plaisir. Le quotidien est moins difficile et malgré toutes les horreurs qu'ont vécues ces personnes, quand on fait la fête ensemble, qu'on se prend dans les bras, c'est gagné ! Et en fait, c'est une soupape. Pour une situation qui est insupportable et d'une violence inouïe, on arrive finalement à rendre ce lieu à peu près humain »

Une dynamique d'alliances en synergie

Les institutions culturelles viennent appuyer le processus d'inclusion et d'ouverture sur les territoires, tissant des liens d'interdépendance précieux et innovants dans l'approche collaborative.

La politique de lecture publique de Paris organise des espaces de débats et de discussion pour accompagner les personnes en demande d'apprentissage de la langue française dans les bibliothèques. Il s'agit d'espaces publics ouverts, mêlant une diversité de population, qui créent les conditions en complémentarité avec les travailleurs sociaux pour accompagner les personnes migrantes, par exemple, dans leur inclusion dans la société. Les structures culturelles publiques sont donc des supports partenaires non négligeables qui

rendent possible l'appropriation d'institutions publiques auprès des personnes isolées. Des ateliers de discussions peuvent permettre d'aborder des thématiques difficilement débattues au sein de certaines communautés. La mission de service public remplie par ces institutions peut être libératoire pour ces populations.

En partant de l'hypothèse que les projets culturels, sportifs et de loisirs nourrissent le processus d'inclusion sociale, nous remarquons que les structures nouant des partenariats et des alliances avec l'extérieur sont celles qui remplissent pleinement cette mission. Cette dynamique d'ouverture sur les territoires contribue au désenclavement social et culturel des structures d'hébergements des exclus. L'organisation d'espaces collectifs et d'événements qui invitent au dialogue et aux rencontres est une façon de déconstruire les catégories et les préjugés. Les projets culturels révèlent une « puissance d'agir ensemble » qui contribue à transformer les représentations et les pratiques. C'est une voie vers un processus inclusif et libératoire qui mérite d'être appuyé par une volonté politique affirmée.

Bibliographie

- Berger P. et Luckmann T. (1997) *La construction sociale de la réalité*. Armand Colin
- Bacqué M.-H. et Biewener C. (2013) *L'Empowerment, une pratique émancipatrice ?*, La Découverte, coll. Poche
- Creux G. (2014) *Les conduites artistiques peuvent-elle réenchanter le travail social ?* in *Travailler le social, « Festif'art culture et travail social, réenchanter le social »*. n°45-46, Louvain-la-Neuve
- Paugam S. (2009) *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*. PUF
- Rist B. et Rouxel S. (dir.) (2018) *Tous autonomes ! Injonction des politiques sociales ou fabrication collective*. Paris, Presses Universitaires du Septentrion
- Sansot P. (1992). *Les Gens de peu*. PUF

3. Nous empruntons ce terme directement à l'œuvre de Deleuze et de Guattari dans *Mille plateaux* : « un rhizome est un modèle descriptif dans lequel l'organisation des éléments ne suit pas une ligne de subordination (comme dans une hiérarchie) — avec une base (ou une racine, un tronc), offrant l'origine de plusieurs branchements, comme une arborescence —, mais où tout élément peut affecter ou influencer tout autre. ». Cette définition issue de la page wikipedia est là uniquement pour illustrer l'intention du titre.